

## L'ORDRE DES PHARMACIENS

# Un combat pour préserver ses attributions légales

**En effervescence, l'Ordre des pharmaciens s'accroche à sa revendication à vouloir préserver ses attributions légales et à décrier la circulaire de Barkat, concernant l'installation des officines.**

Après les nombreuses réunions dont celle du 9 juillet dernier, la Section ordinaire nationale des pharmaciens (SON) mande son président de prendre toutes les dispositions jugées nécessaires aux fins de préserver les attributions légales et réglementaires dévolues à l'Ordre des pharmaciens.

Cela induit qu'aucune faveur, aucune entrave à la loi ne seront permises. «Tout pharmacien exerçant sans inscription au tableau

de l'Ordre est passible des sanctions prévues par la loi, conformément à l'article 204 du code de déontologie médicale et s'exposerait aux dispositions de l'article 243 du code pénale», affirme la SON dans un communiqué rendu public.

La SON des pharmaciens s'identifiant comme «interlocuteur et conseiller naturel des pouvoirs publics», explique ne pas vouloir s'opposer à l'administration mais aux décisions contraires à la loi et à

la réglementation en vigueur. Toutefois, l'Ordre des pharmaciens réaffirme au ministère de la Santé, son entière disponibilité à collaborer «dans le cadre strict de ses prérogatives et de la réglementation en vigueur, à l'encadrement et l'exercice pharmaceutique pour la préservation de la santé publique».

Le ministre de la Santé accusé de faire fi aux lois, de passer outre les décisions des Sections ordinaires régionales à travers cette circulaire, et de délivrance d'agréments de complaisance concernant l'installation d'officines, Barkat se réfugie dans le mutisme.

Synthèse : W. Z.



Photo : Samir Sid

Pour la SON, aucune entrave à la loi ne sera permise.

## AFIN DE CONTRIBUER À LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

# Algérie Télécom se sépare de ses cadres ?

**Le groupe Algérie Télécom est prêt à se séparer de ses cadres. Il ne s'agit pas de les licencier mais plutôt de les soutenir afin qu'ils créent leur propre entreprise. Pas moins de 50 projets verront le jour grâce à l'assistance de professionnels, via des montages financiers.**

**Salima Akkouché - Alger (Le Soir)** - Une nouvelle expérience pilote sera lancée à partir de septembre prochain par le groupe Algérie Télécom.

Cette nouvelle approche vise à promouvoir l'esprit d'initiative et la création d'un

marché de l'innovation, a expliqué le P-dg de cette entreprise, M. Moussa Benhamadi.

Il s'agit, pour les cadres de l'opérateur public, de «s'aventurer» dans une nouvelle expérience, à savoir la création de leurs propres boîtes. «Une expérience sans risque», a assuré, jeudi dernier, ce responsable, lors d'une conférence de presse.

Il a assuré que ces cadres pouvaient réintégrer leurs anciens postes au sein d'AT quand ils le voulaient, étant donné que ces entreprises travailleront au profit de l'opérateur.

«Dans le cas où leur projet échouait, les postes qu'ils occupaient seront préservés», a assuré le conférencier. L'entreprise pourrait récupérer ces microentreprises en participant à leur capital social. Cette démarche résulte, selon le

responsable d'AT, de l'absence de prestations de qualité sur le marché.

«Nous voulons éviter les aléas de la mauvaise prestation. Nous allons créer des entreprises qui prestent pour ce que nous voulons en matière de qualité», a-t-il avancé.

A l'issue de son université d'été qui a duré deux

jours et a regroupé une centaine d'étudiants, le groupe AT espère également promouvoir l'esprit d'initiative et de créativité chez les jeunes diplômés. Ces derniers seront encadrés et formés par des professionnels afin de créer de nouvelles activités, et ce pour «renforcer le tissu économique des microentreprises». Le pre-

mier responsable de l'opérateur des télécommunications publiques estime que la fonction publique est aujourd'hui incapable de recevoir les futurs diplômés.

«Nous sommes à la limite de la saturation de l'emploi au niveau de la fonction publique», a-t-il indiqué. C'est pourquoi l'entreprise s'engage à soutenir les

compétences dans leurs démarches de création d'entreprise.

Cette expérience, qui entre dans le cadre du projet Tempus dédié aux «interfaces d'insertion des diplômés universitaires», est basée sur un partenariat entre le groupe, les universités et l'Ansej.

S. A.

## CRÉATION DE 2 500 NOUVELLES ENTREPRISES

# Les mises au point de Benhamadi

Le premier responsable d'AT a, lors de sa conférence de presse, tenu à préciser que son entreprise ne s'est jamais engagée à créer, pour l'exercice prochain, 2 500 entreprises innovantes.

Ce seuil est «irréalisable». Il s'agit, selon lui, d'une simple volonté affichée par les organisateurs de l'université d'été.

### Les créances non recouvrées par AT s'élèvent à 40 milliards de dinars

Les créances non recouvrées d'Algérie Télécom auprès, notamment, des ministères, des opérateurs économiques et des entreprises dissoutes s'élèvent à quelque 40 milliards de dinars. C'est ce qu'a révélé son P-dg, Moussa Benhamadi. Un grand chiffre, certes. Mais selon le responsable d'AT,

l'opération de recouvrement «avance d'une manière très positive».

L'année dernière, le montant de ses créances s'élevait à 70 milliards de dinars.

### Conflit AT-Eepad

La hache de guerre serait-elle définitivement enterrée entre l'entreprise publique AT et l'opérateur privé Eepad ? Il semblerait que oui.

Les deux parties semblent avoir trouvé un terrain d'entente. M. Benhamadi a indiqué que le ministère de la Poste a installé, depuis un mois, une commission qui travaille sur le dossier des créances impayées par Eepad. Un comité de pilotage a été déjà mis en place. Ce dernier va définir le montant exact que doit payer l'opérateur privé.

Le responsable d'AT a expliqué que le P-dg, de l'Eepad conteste certaines factures ainsi que la qualité de service de l'opérateur historique, avec des perturbations et des coupures régulières.

«Eepad s'est engagée à honorer les frais une fois ce contentieux levé», a soutenu M. Benhamadi.

### Trois milliards de dinars perdus par WLL

Le responsable d'AT a reconnu que son groupe, à travers le réseau WLL, s'est fait arnaquer.

Des gens se sont présentés plusieurs fois avec de faux papiers pour acquérir des lignes téléphoniques, ce qui lui a fait perdre trois milliards de dinars.

S. A.

# Les forestiers auront leur fédération nationale !

Réunie dernièrement au niveau de la Centrale syndicale à Alger, la commission nationale du Syndicat national des forestiers et des assimilés (SNFA), qui a pu regrouper 39 secrétaires généraux et délégués des conservations des forêts, malgré les obligations professionnelles dues à leur total engagement dans la lutte contre les feux de forêt — conjoncture oblige ! — a reçu le soutien total et inconditionnel, peut-on dire, du patron de l'UGTA, Abdelmadjid Sidi-Saïd, qui a daigné rehausser de sa présence les travaux de la commission, qualifiant la corporation de «soldats de la noble mission», et annonçant à l'assistance la nouvelle qui consiste en la délivrance d'un quitus pour la création d'une fédération nationale des forestiers, lors du

congrès national constitutif qui se tiendra dans les mois à venir à Alger.

Ont également assisté à ce conclave, l'inspecteur général du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, représentant le ministre de tutelle, monsieur Rachid Benaïssa ainsi que le représentant du directeur général des forêts (DGF). Plusieurs recommandations ont été adoptées et vont de celle relative à la situation organique du SNFA et la préparation de la tenue du congrès, à celle de la commission nationale des œuvres sociales, en passant par l'important point du statut particulier qui mobilise tous les forestiers ; la situation qui prévaut au niveau de la Conservation des forêts de Saïda ; la relation administration/conseils syndicaux, enfin l'orga-

nisation de la nouvelle stratégie du secteur des forêts et les moyens inhérents à cette politique.

Concernant le statut particulier, la commission nationale «exprime sa sérieuse préoccupation quant au retard enregistré et demande au ministre de l'Agriculture et du Développement rural d'user de son autorité pour activer le traitement et la promulgation rapide du projet de statut particulier en étroite collaboration avec le SNFA».

Rappelons que la nouvelle mouture a été le fruit d'un travail étroit entre l'administration des forêts et le partenaire social, mais elle se trouve, malheureusement, toujours «prisonnière» de tiroirs, sans raisons apparentes et sans justification ! Rachid Benaïssa est donc vivement interpel-

lé par une corporation responsable et disciplinée qui veut, à tout prix, éviter le pourrissement, la manipulation et la manière forte pour se faire entendre.

D'ailleurs, a-t-il le choix, lui qui mise sur cet important secteur bien ancré dans les entrailles de l'Algérie profonde, pour mener à bien le consistant programme du renouveau rural dont il a fait la feuille de route de son département ministériel ?

Les forestiers dont le mot d'ordre reste la mobilisation et pour mener à bien leur noble mission et pour défendre leurs intérêts socioprofessionnels, restent très confiants quant à l'aboutissement favorable de leurs préoccupations et aspirations légitimes.

A. M'haïmoud

## GRIPPE PORCINE Un cas suspect à Annaba

Une jeune femme présentant des symptômes de la grippe porcine a été admise jeudi matin au service des maladies infectieuses de l'hôpital Dorban d'Annaba, a-t-on appris de source médicale.

La jeune femme, une émigrée âgée de 35 ans, venait de Paris par le vol de minuit de mercredi dernier, pour passer des vacances chez sa famille résidant dans la commune côtière de Chetaïbi, à 63 km à l'ouest de Annaba.

La patiente a été prise en charge par les médecins du service du professeur Maamar Laouar. Elle a subi un prélèvement dans la journée de son admission qui sera analysé à l'Institut Pasteur d'Alger. Cependant, les médecins de l'hôpital Dorban estiment peu probable que la jeune femme ait été affectée par le virus A-H1N1, et ce même si elle se plaint d'une forte fièvre accompagnée de toux.

A. B.